

Égalité des langues à l'ère numérique

2018/2028(INI) - 11/09/2018 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 592 voix pour, 45 contre et 4 abstentions, une résolution sur l'égalité des langues à l'ère numérique.

Les députés ont rappelé que le **multilinguisme** constitue l'un des principaux atouts de la diversité culturelle en Europe et, dans le même temps, l'un des plus importants défis à relever pour la création d'un marché de l'Union véritablement intégré, avec 24 langues officielles et plus de 60 langues nationales, régionales et minoritaires dans l'Union européenne outre les langues des migrants et les langues des signes.

Obstacles à la réalisation de l'égalité des langues à l'ère numérique en Europe: le Parlement a regretté le fait qu'en raison de l'absence de politiques adaptées, l'Europe soit marquée actuellement par un **fossé technologique grandissant** entre des langues bien loties et des langues moins bien loties, et que plus de 20 langues européennes sont menacées d'extinction numérique.

Les députés ont relevé la **fracture numérique croissante** de la société européenne, qui crée des disparités au niveau de l'accès à l'information, en particulier pour les personnes peu qualifiées, les personnes âgées, les personnes à faibles revenus et les personnes issues de milieux défavorisés. Les technologies linguistiques ne jouent actuellement aucun rôle dans l'agenda politique européen, bien que le respect de la diversité linguistique soit inscrit dans les Traités.

La résolution a également souligné que :

- les langues européennes moins répandues sont fortement pénalisées en raison d'un manque criant d'outils, de ressources et de fonds de recherche;
- concernant les technologies de langage, tant sur le plan économique que culturel, **l'Europe reste loin derrière** en raison d'un investissement insuffisant dans la connaissance et dans la culture, d'un manque de coordination en matière de recherche, d'un financement insuffisant et d'obstacles juridiques. Le **marché est actuellement dominé par des acteurs non européens**, qui ne répondent pas aux besoins spécifiques d'une Europe multilingue;
- le marché unique numérique reste fragmenté car il se heurte à divers obstacles, y compris les barrières de la langue.

Améliorer le cadre institutionnel: le Conseil est invité à élaborer une **recommandation relative à la protection et à la promotion de la diversité culturelle et linguistique** dans l'Union, y compris dans le domaine des technologies linguistiques. De plus, les députés ont recommandé à la Commission d'attribuer le domaine du multilinguisme et des technologies du langage au **portefeuille d'un commissaire**. Ce commissaire serait chargé de promouvoir la diversité et l'égalité linguistiques au niveau de l'Union.

La Commission a été invitée à :

- envisager la création d'un **centre pour la diversité culturelle** qui sensibilisera davantage à l'importance des langues moins répandues, régionales et minoritaires, y compris dans le domaine des technologies linguistiques;
- élaborer des stratégies en vue de faciliter le multilinguisme sur le marché numérique et définir les ressources linguistiques minimums qui devraient être affectées à toutes les langues européennes, telles que jeux de données, lexiques, enregistrements vocaux, mémoires de traduction, corpus et contenus encyclopédiques;

- réexaminer son cadre stratégique pour le multilinguisme et proposer un **plan d'action clair** concernant la façon de promouvoir la diversité linguistique et de surmonter les barrières linguistiques dans le domaine numérique.

Recommandations concernant les politiques de recherche de l'UE: le Parlement a recommandé d'établir des projets tels que le projet sur la **diversité linguistique numérique**, entre autres, qui mènent des recherches sur les besoins numériques de toutes les langues européennes, y compris celles dont le nombre de locuteurs est très faible ou très élevé, afin de traiter la question de la fracture numérique.

Les députés ont également demandé à la Commission:

- d'établir un **programme de financement coordonné à grande échelle et à long terme** pour la recherche, le développement et l'innovation dans le domaine des technologies langagières, aux niveaux européen, national et régional, adapté spécifiquement aux besoins et exigences de l'Europe. Ce programme devrait être réalisé avec la participation des centres de recherche, des universités, des entreprises, en particulier les PME et les jeunes pousses;
- de mettre en place une **plateforme de financement des technologies du langage humain (TLH)**, s'appuyant sur la mise en œuvre du 7^e programme-cadre pour la recherche et le développement technologique, le programme Horizon 2020 et le mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE).

Politiques d'éducation pour l'avenir des technologies linguistiques en Europe: le Parlement a souligné que le développement des technologies langagières couvrait de nombreux domaines et disciplines de recherche, notamment la linguistique informatique, l'intelligence artificielle, l'informatique et la linguistique. Il a recommandé de fournir des **lignes directrices** pour la mise en œuvre d'actions conjointes cohérentes au niveau européen, en sensibilisant les étudiants aux possibilités de carrière dans l'industrie des technologies de la langue. Il a également insisté sur le besoin :

- d'encourager l'utilisation des technologies linguistiques dans les échanges culturels et éducatifs entre les citoyens européens comme Erasmus+, tels que le soutien linguistique en ligne d'Erasmus+ (OLS);
- de développer des programmes d'aptitudes numériques, y compris dans les langues minoritaires et régionales européennes, et d'introduire des formations aux technologies linguistiques et des outils linguistiques dans le parcours de leurs écoles, universités et établissements de formation professionnelle.

Avantages pour les entreprises et les organismes publics : le Parlement a rappelé qu'en 2015, seuls 16 % des citoyens européens avaient acheté en ligne dans d'autres pays de l'UE. Les technologies linguistiques pourraient contribuer à la future communication européenne transfrontalière et multilingue, stimuler la croissance économique et la stabilité sociale.

La résolution a préconisé de soutenir l'élaboration d'instruments d'investissement et de programmes d'incubateurs destinés à accroître l'utilisation des technologies linguistiques **dans le secteur culturel et de la création**. Elle a également encouragé l'introduction d'actions et de fonds appropriés visant à **valoriser les PME et les jeunes pousses européennes** pour qu'elles puissent accéder plus aisément aux technologies linguistiques afin de développer leur commerce en ligne.

Enfin, le Parlement a invité les administrations, à tous les niveaux, à améliorer l'accès aux services et à l'information en ligne dans différentes langues, notamment dans les **régions transfrontalières** et pour des raisons culturelles.